

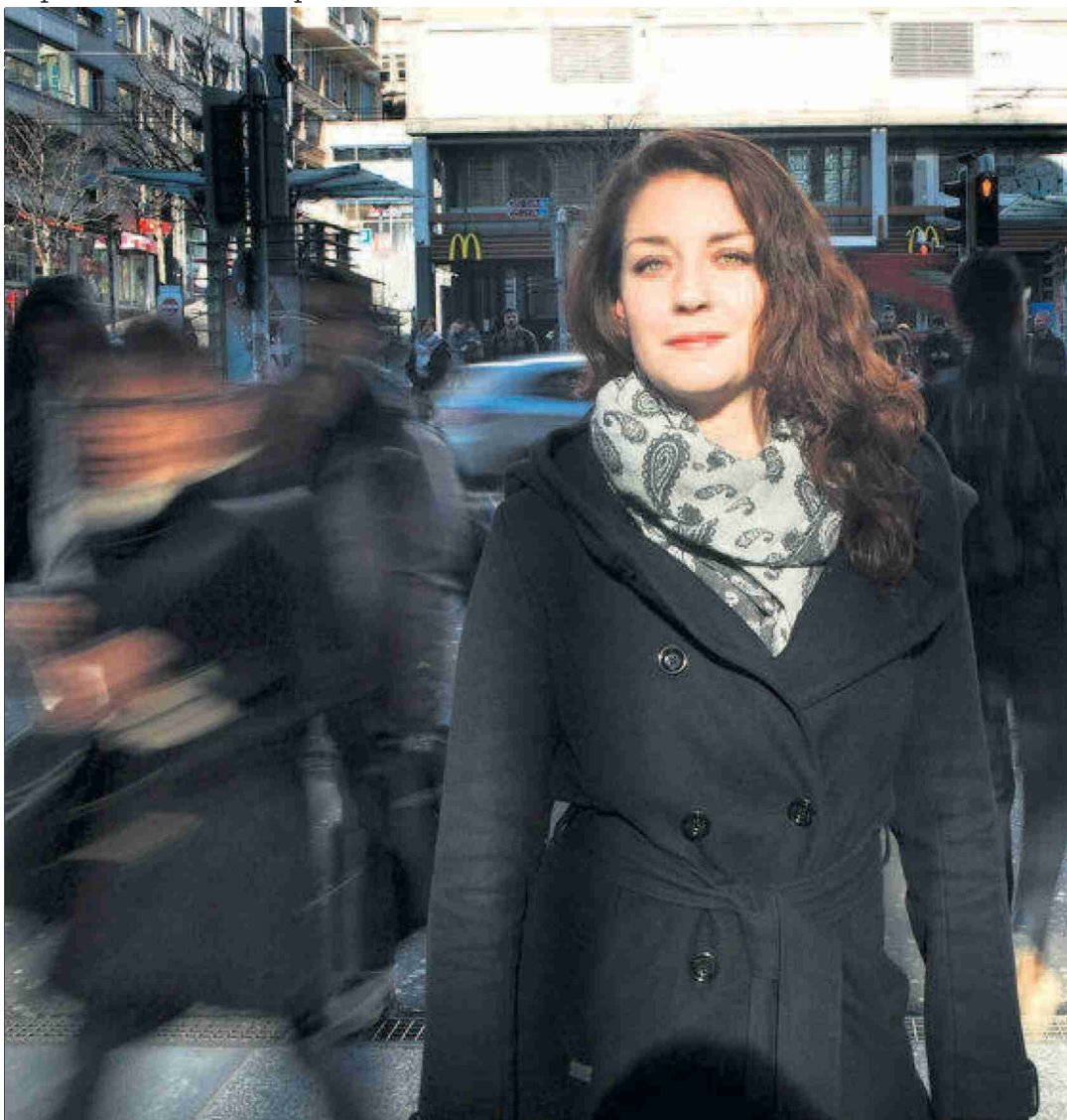
Le Matin Dimanche
1001 Lausanne
021/ 349 49 49
www.lematin.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 123'806
Parution: hebdomadaire

N° de thème: 999.002
N° d'abonnement: 1083941
Page: 7
Surface: 75'463 mm²

«Pour draguer, il faut du courage, pour harceler, la lâcheté suffit»

Léonore Porchet La jeune présidente des Verts lausannois a déposé une interpellation auprès de la Municipalité afin de combattre le harcèlement de rue, souvent sous-estimé.



«On laisse faire, déplore Léonore Porchet, sous prétexte que «c'est comme ça», qu'il faudrait accepter de se faire siffler, ou peloter, ou insulter en marchant sur un trottoir.» Odile Meylan



Le Matin Dimanche
1001 Lausanne
021/ 349 49 49
www.lematin.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebdom.
Tirage: 123'806
Parution: hebdomadaire

N° de thème: 999.002
N° d'abonnement: 1083941
Page: 7
Surface: 75'463 mm²

Christophe Passer

christophe.passer@lematindimanche.ch

Présidente des Verts lausannois, très présente sur le thème de l'égalité, Léonore Porchet, 26 ans, est aussi depuis décembre l'une des représentantes de son parti au sein du Conseil communal de Lausanne. C'est dans ce cadre, révélait hier 24 heures, qu'elle a déposé auprès de la Municipalité une interpellation sur le harcèlement de rue, allant des sifflements aux remarques lubriques ou gestes déplacés. Quelques jours après les événements de Cologne, le thème est à la mode et ce «Hey, mad'moiselle...» fait parler, le phénomène concernant toute agglomération. Et les sondages soulignant que la plupart des femmes sont un jour ou l'autre confrontées à de tels harceleurs.

Après les événements en Allemagne, vous surfez sur une vague à la mode?

C'est seulement pragmatique: je ne suis au Conseil communal que depuis décembre dernier. Mais je travaille sur ce sujet du harcèlement de rue depuis longtemps. L'enjeu est politique. Car, oui, ce qui s'est passé à Cologne m'a inquiétée. Les faits eux-mêmes, mais aussi, justement, la récupération xénophobe qui en est faite. On se retrouve dans une situation où, parce que ce sont des migrants, la classe politique s'insurge, alors que des femmes sont harcelées ou violées tout au long de l'année. Oui, je crois à un continuum entre des faits qui semblent de peu de gravité, comme des remarques ou insultes, et des délits graves.

On accuse des populations plus que d'autres. Ça ne

vous gêne pas?

Ces délits concernent tous types de population et de culture, et cela ne semble la plupart du temps choquer personne. Comme pour le port du voile, c'est à partir du moment où cela permet des attaques xénophobes que certains partis se mettent à défendre la cause des femmes. Or elles sont victimes de ce genre de comportement parfois de la part d'étrangers, mais aussi de la part de jeunes Suisses, ou de personnes âgées.

Il y a un vide juridique?

Oui, et un manque de données. Il n'y a aucun outil juridique contre le harcèlement de rue. On ne connaît pas exactement le nombre de cas, ni les agresseurs, ni les éventuels quartiers ou rues où il est courant, etc. Il n'est aujourd'hui pas possible de

déposer une plainte ou de signaler une remarque déplacée ou à caractère sexuel. On peut le faire seulement pour insultes, voies de fait, viol évidemment, harcèlement si c'est le fait régulier, plusieurs fois, d'une même personne qui vous suit. Mais, pour le harcèlement de rue, c'est le vide. En tant que femme, la banalité de ces remarques construit l'idée que ce n'est pas si grave. On laisse faire, «c'est comme ça», et il faudrait accepter de se faire siffler ou insulter en marchant sur un trottoir. Or ces situations pèsent vraiment.

Vous pensez qu'il y a une permissivité de la part des autorités lausannoises?

Il n'y a pas de permissivité à Lausanne ou ailleurs: juste aucune base légale pour s'en préoccuper. Mais, quand je fais la liste, avec mes amies, de toutes les

stupidités, horreurs, remarques lubriques entendues en une seule semaine, c'est impressionnant. Tout est fait ensuite pour culpabiliser la victime. Il y a une impunité des harceleurs. Parce que ce n'est soi-disant pas si important, ou que l'on portait une

jupe, avec en prime la condescendance de beaucoup d'hommes à qui l'on s'ouvre du phénomène. Vous seriez surpris des remarques et demi-sourires de mes collègues politiciens qui sont venus me parler après le dépôt de cette interpellation...

On ne mélange pas tout, entre sorties au milieu de la nuit et remarques déplacées dans l'après-midi?

Pourquoi? C'est le même sentiment qu'ont certains hommes de considérer les femmes comme des objets à leur disposition. Cela arrive plus souvent en plein après-midi ou dans le bus que devant une boîte de nuit. Quand vous sortez, vous êtes dans une loge et un cadre où rencontrer des gens, séduire, se fait avec un certain consentement. Il y a une grande différence que je ne nie pas: pour draguer, il faut du courage, mais, pour harceler, la lâcheté suffit.

Que pourraient faire les autorités?

Trouver déjà une manière de comptabilité. A Bruxelles, par exemple, on discute d'un site où il serait possible de signaler les cas: cela permettrait aussi de repérer des quartiers et des moments où certains se livrent à du harcèlement comme à une sorte de hobby. En France, à Paris et à Lille, on trouve des «zones sans relou», nées de démarches associatives. On peut imaginer

Date: 24.01.2016

Le Matin
Dimanche



Le Matin Dimanche
1001 Lausanne
021/ 349 49 49
www.lematin.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 123'806
Parution: hebdomadaire

N° de thème: 999.002
N° d'abonnement: 1083941
Page: 7
Surface: 75'463 mm²

également un guichet des plaintes, pour avoir une idée de l'ampleur du phénomène. Des amendes d'ordre me sembleraient aussi une possibilité. J'attends avec intérêt, dans les mois qui viennent, la réponse de la Municipalité. ●

**«Vous seriez surpris
des remarques
et demi-sourires
de mes collègues»**

Léonore Porchet,
conseillère communale